



# *FONDATION POUR L'UNITE LA PAIX ET LA DEMOCRATIE*

JOURNEES DE REFLEXION SUR "LA PROBLEMATIQUE DE PAIX,  
DE DEMOCRATIE ET DE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI"

Du 14 au 15 Janvier 1999

HOTEL NOVOTEL - BUJUMBURA

Organisateur : **Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie**

Avec le soutien du :

- Ministère Chargé du Processus de Paix
- Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale

Grâce au Financement du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)

PROGRAMME DES JOURNEES DE REFLEXION SUR LA PROBLEMATIQUE DE  
PAIX, DE DEMOCRATIE ET DE DEVELOPPEMENT AU BURUNDI

BUJUMBURA, NOVOTEL, 14-15 JANVIER 1999

Jeudi le 14 Janvier 1999

Thème du jour : **"Les négociations d'ARUSHA : enjeux, espoirs  
et handicaps"**

8H 00 : Arrivée des participants

8H 15 : Arrivée des invités

8H 30 : Ouverture officielle des journées

- Allocution du Vice-Président de la Fondation,  
Professeur RURIHOSE Fidèle.
- Ouverture officielle par le Ministre des Droits de  
la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles  
et des Relations avec l'Assemblée Nationale, S.E.  
Monsieur Eugène NINDORERA.

9H 00 : Interruption.

9H 15 : Introduction générale **sur le processus de paix  
d'ARUSHA**

par Mr BITARIHO Raphaël, Cadre d'appui au Ministère  
Chargé du Processus de Paix.

9H 30 : Présentation du 1er sous-thème :  
**"La problématique du génocide"**

par Mr NINDORERA Eugène, Ministre des Droits de la  
Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et  
des Relations avec l'Assemblée Nationale.

9H 45 : Débat en plénière

10H 30 : Présentation du 2ème sous-thème :  
**"La Justice au service de la paix"**

par l'Honorable Sabine SABIMBONA, Membre de  
l'Assemblée Nationale de Transition.

10H 45 : Présentation du 3ème sous-thème :  
**"Paix et sécurité pour tous"**

par le Lt-Colonel NDAYIRUKIYE Cyrille,  
Chef de Cabinet Militaire du Président de la  
République.

et l'Honorable BUKURU Thomas, Membre de l'Assemblée  
Nationale de Transition.

11H 15 : Débat en plénière

12H 30 : Pause

14H 30 : Travaux en commissions

16H 00 : Débat en plénière

- présentation des comptes rendus des travaux en  
commissions

- débat et proposition des recommandations

17H 30 : Suspension des travaux.

Le Vendredi 15 Janvier 1999

Thème du jour : **"Crise socio-économique :  
état des lieux, handicaps pour la paix,  
voies et moyens d'en sortir"**

8H 30 : "Introduction générale sur la crise  
**socio-économique en cours au Burundi  
et son impact sur le processus de paix"**

par Mr MBONIGABA Cyprien, Directeur Général  
au Ministère de la Planification du Développement  
et de la Reconstruction.

8H 50 : 1er exposé :  
**"La problématique des Finances et de la monnaie  
dans le contexte de la crise burundaise"**

par Mr NIHANGAZA Charles, Directeur des Impôts

9H 10 : Débat en plénière

9H 55 : Pause

10H 15 : 2ème exposé :  
**"Les défis de la relance économique  
pour le retour à une paix durable :  
aspects macroéconomiques "**

par Mr NINTUNZE Dieudonné,  
Secrétaire Permanent du Comité de Suivi  
du Programme d'Ajustement Structurel.

10H 35: 3ème exposé :

**"Les défis de la relance économique  
pour le retour à une paix durable :  
aspects du développement rural"**

par M. NTANYOTORA Joseph, Directeur Général au  
Ministère du Développement Communal.

10H 55 : Débat en plénière

12H 30 : Pause

14H 00 : Travaux en commissions

15H 30 : Débat en plénière

- Présentation des comptes rendus des travaux en commissions
- Débat et proposition des recommandations

16H 30 : Pause

17H 00 : - Lecture des résolutions et des recommandations

- Mot de remerciement par le Professeur RURIHOSE Fidèle, Vice-Président de la Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie.
- Discours de clôture par S.E. Monsieur Eugène NINDORERA, Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale.

17H 30 : - Fin des travaux.

**MOT D'INTRODUCTION PRONONCE PAR LE VICE-PRESIDENT DE LA  
FONDATION POUR L'UNITE ET LA DEMOCRATIE A L'OCCASION  
DE L'OUVERTURE DES JOURNEES DE REFLEXION SUR "LA  
PROBLEMATIQUE DE PAIX, DE DEMOCRATIE  
ET DE DEVELOPPEMENT.**

Excellence Monsieur le (s) Ministre (s)

Honorables Représentants du Peuple,

Excellences Messieurs les Ambassadeurs

Excellences Mesdames et Messieurs les Représentants des  
Organismes Internationaux,

Distingués Invités,

Mesdames et Messieurs les membres de la Fondation

Mesdames, Messieurs,

C'est pour moi un honneur de vous accueillir dans cette salle pour les travaux des journées de réflexion sur la problématique de paix, de démocratie et de développement au Burundi, travaux qui vont durer deux jours et que Son Excellence le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale va ouvrir tout à l'heure.

C'est donc avec joie que je vous souhaite la bienvenue et profite de l'occasion pour souhaiter au nom de la Fondation et à chacun d'entre vous les meilleurs voeux pour l'année 1999 qui commence.

Justement à propos de cette année, les espoirs sont grands pour les Burundi et nos amis que notre pays puisse marquer un renforcement effectif et définitif tant au niveau de la sécurité que des Institutions afin qu'il retrouve la stabilité et la paix, conditions indispensables pour tout amorce de développement.

Mais pour atteindre ce souhait, des préalables sont sans doute nécessaires. Nous pensons en particulier à la nécessité de mener un débat dépassionné et franc sur toutes les questions sur lesquelles il y a des divergences fondamentales au niveau des différents acteurs politiques et apolitiques ou courants de pensée prévalant dans notre pays, ceci afin d'arriver à un consensus au niveau des orientations et de la "figure" qu'aura notre pays en ce début proche du 21ème siècle.

Parmi les acteurs interpellés pour définir l'avenir de notre pays afin de le sortir des dangereux méandres où il risquait de s'égarer, figure la société Civile.

C'est dans ce cadre que la Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie a voulu organiser ces journées de réflexion portant sur la problématique de paix, de démocratie et de développement de notre pays.

Nous comptons sur vous tous, conférenciers et participants pour mettre à profit ces deux journées de réflexion pour penser sans frontières aux voies et moyens à mettre en oeuvre pour retrouver le chemin de la paix et du développement.

Ainsi vous aurez contribué à démentir l'adage-boutade de Sören Kierkegaard qui disait, je cite : "Les gens utilisent rarement les libertés dont ils disposent : la liberté de penser par exemple. A la place ils réclament la liberté de parole, à titre de compensation" fin de citation.

Les sujets qui vous seront proposés pour justement exercer de façon constructive votre liberté de penser sur le thème central, porteront sur les thèmes suivants

1. "Les négociations d'Arusha : enjeux, espoirs et handicaps" ; thème qui sera traité aujourd'hui.

Pour demain nous vous suggérons d'échanger sur le thème suivant :

2. "La crise socio-économique actuelle : état des lieux, handicaps pour la paix, voies et moyens d'en sortir".

Nous vous invitons donc à apporter votre contribution sans arrière-pensées en se rappelant certains principes utiles comme celui de Henry de Montherlant qui disait que l'"on reconnaît l'homme libre à ce qu'il est attaqué simultanément ou successivement par les partis opposés" ou celui de Robert Schuman qui prodiguait cette recommandation à ses contemporains mais sans doute à nous aussi : "Il faut être modéré en tout, jusque dans la modération."

Sur ce, sans vouloir être trop prolix et avant de passer la parole à Son Excellence le Ministre des Droits de la Personne Humaine, des Réformes Institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale, je tiens à vous remercier chaleureusement d'avoir répondu à notre invitation et souhaiter que les réflexions qui émaneront de ces journées soient une voix parmi les contributions de la société civile dans le processus de retour à la paix et l'amorce d'un développement durable pour notre peuple.

Je m'en voudrais de terminer mon petit mot d'introduction sans remercier toutes les personnes et les différents organismes et Institutions qui ont rendu ce rendez-vous possible. Je citerai en particulier :

- les conférenciers qui ont accepté de mettre leurs compétences au service de ce débat,
- le Ministère chargé du Processus de Paix,
- Le Ministère des Droits de la Personne Humaine, des Réformes institutionnelles et des Relations avec l'Assemblée Nationale dont le titulaire a par ailleurs accepté d'ouvrir ces journées et d'y animer une conférence.
- L'Agence Suédoise de Développement International et, last but not least,
- Le Programme des Nations Unies pour le Développement.

Je vous remercie.-



**DISCOURS D'OUVERTURE DU SEMINAIRE ORGANISE PAR LA  
« FONDATION POUR L'UNITE, LA PAIX ET LA DEMOCRATIE »  
SUR LE THEME « LA PAIX, LA DEMOCRATIE  
ET LE DEVELOPPEMENT »  
(BUJUMBURA, 14 - 15 janvier 1999).**

*Par Monsieur Eugène NINDORERA, Ministre des Droits de la Personne  
Humaine, des Réformes Institutionnelles et  
des Relations avec l'Assemblée Nationale.*

**Distingués invités,  
Mesdames , Messieurs,**

C'est avec un grand plaisir que je prends la parole pour m'adresser à vous, membres, amis et invités de la Fondation pour l'Unité, la Paix et la Démocratie dont le nom même constitue tout un programme.

Il me plaît tout autant que ce soit à l'occasion de l'ouverture solennelle des journées que la Fondation organise sur les questions fondamentales, les questions-clé pour notre peuple, à ce moment de son histoire, je veux citer les questions de la paix et de la démocratie, du génocide, de la crise économique et du développement.

Ces trois questions constituent les aspirations les plus vitales de notre peuple, et leur chercher une réponse constitue le devoir de tout citoyen et de tous groupes de citoyens responsables et soucieux du devenir de la société.

Il faut aussi souligner que la paix, la démocratie et le développement constituent un tout indissociable. On ne peut en effet pas construire une paix durable ou une démocratie viable dans un pays où la grande majorité des citoyens vivent dans un état de pauvreté qui ramène toute leur préoccupation à la quête désespérée de la survie quotidienne. L'expérience a également démontré que les situations de guerre ou de conflits violents endémiques freinent les efforts de démocratisation de la gestion de la société. Et il ne faut pas être grand économiste pour constater que sans la paix, tous les plans de développement sont arrêtés ou avancent péniblement.

Je remercie donc la Fondation de nous avoir réuni pour que chacun d'entre nous et les associations ou institutions que nous représentons apportions notre contribution à l'œuvre de paix, de démocratie et de développement.

Le processus de paix initié par le Gouvernement a en effet besoin, pour être mené à bon port de la contribution de tous les Burundais de bonne volonté, sans aucune exclusive.

Le processus de paix ne doit pas être le monopole des politiciens, responsables publics, membres des partis politiques et des forces belligérantes.

Au moment où il est souvent reproché à la classe politique de penser à des intérêts égoïstes, partisans et de partage des avantages que procure le pouvoir, la société civile peut certainement apporter au débat sur le processus de paix une contribution empreinte d'un sens plus élevé de l'intérêt général.

Nous vous encourageons à prendre toute votre place dans ce débat.

Toutes les forces vives de la Nation doivent faire entendre leur voix, les associations de citoyens organisés tout comme le peuple laborieux de nos campagnes.

Les Burundais doivent discuter entre eux, ceux de l'intérieur comme ceux qui vivent malheureusement encore en exil, pour parvenir à un accord de paix sur les institutions et la gestion du pays, afin de mettre fin à une crise qui a trop duré et qui emporte encore aujourd'hui tant et tant de nos concitoyens.

Je ne doute pas que les éminentes personnalités présentes à ces journées de réflexion exprimeront des recommandations sages et éclairées.

Ces recommandations ne doivent pas rester lettre morte. Elles constitueront au contraire une contribution importante au débat en cours pour le retour à la paix, un débat que nous souhaitons libre et contradictoire afin que les Burundais parviennent aux solutions et compromis nécessaires pour une paix durable.

Le débat pour le retour à la paix continue aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays et je voudrais vous rappeler qu'en ce début d'année 1999, un 4<sup>ème</sup> round de négociations se déroulera à ARUSHA avec de bonnes perspectives d'avancées importantes.

Les Burundais sont en ce moment à un tournant décisif pour l'œuvre de paix. Nous devons bien négocier ce tournant pour ne pas compromettre l'espoir qui commence à naître.

Je voudrais terminer ce mot d'introduction en vous souhaitant à vous tous et à vos familles une année 1999 de paix et de prospérité. Puissent les Burundais tourner définitivement le dos à la crise et à la guerre et commencer à construire un avenir meilleur.

C'est par cette note d'espoir que je déclare ouvertes ces journées de réflexion sur la paix, la démocratie et le développement.

Je vous remercie.